**POUR UNE POLITIQUE D'ACCUEIL DIGNE, MOBILISONS-NOUS
NON À L'ENFERMEMENT DES ÉTRANGERS
NON À LA CRÉATION D'UN CENTRE DE RÉTENTION À OLIVET**

**MARCHONS LE SAMEDI 4 AVRIL
14H, PLACE DU MARTROI**

L'État annonce la **création de trois nouveaux Centres de rétention administrative (CRA)**, à Orléans (commune d'Olivet), Lyon et Bordeaux. L'ouverture de celui d'Olivet est programmée pour 2023.

Un Centre de rétention administrative (CRA) est une prison qui ne dit pas son nom.

C'est le préfet qui décide d'y enfermer les personnes étrangères en vue de leur expulsion, parce qu'elles n'ont pas de papiers ou pas les bons. Avec ces hommes et femmes il y a aussi des enfants, du nourrisson au jeune de 17 ans, au motif qu'on ne sépare pas une famille...

Ces condamnations sont sans jugement. Pourtant le séjour irrégulier sur le territoire français n'est plus considéré comme un délit (décision de la Cour européenne de justice, 2011). Et la procédure contrevient à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui prévoit qu'aucun enfermement ne peut avoir lieu sans jugement préalable.

Or, le contrôle d'un juge n'intervient qu'après l'enfermement, et parfois les personnes sont expulsées avant d'avoir vu le juge et fait valoir leurs droits. 45851 personnes ont été enfermées en 2018, presque l'équivalent de la population de Blois, dans les centres et locaux de rétention administratives. 1429 enfants dont 1221 à Mayotte, malgré 5 condamnations de la France par la cour européenne des Droits de l'homme.

INTOLÉRABLE

La France est-elle encore un Etat de droit ?

L'existence scandaleuse des Centres de rétention en fait douter.

Ces lieux privent de liberté sans motif de droit des personnes et leur font subir des traitements inhumains et dégradants au mépris des garanties individuelles et des libertés publiques.

Contre la construction d'une prison pour étrangers à Olivet.

NI ICI, NI AILLEURS, NI ENFERMÉS, NI EXPULSÉS

**COLLECTIF
CONTRE LES EXPULSIONS
ET LA RÉTENTION (COLÈRE)**

À l'appel de (premiers signataires) :

*Abraysie ouverte, Asti, Attac, BDS, Cercle de silence, CGT, Cimade, COJIE, FI, FSU,
LDH, MAN, NPA, Offensive féministe, PCF, RESF, Solidaires,
SUD éducation, UCL, UJFP, Unef...*